

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2022, la consommation des ménages est restée quasi stable (-0,1 %) par rapport au trimestre précédent, les dépenses en biens ayant baissé pour le troisième trimestre consécutif et la reprise dans les services s'étant atténuée. Du côté des biens, les achats de matériels de transport ont rebondi – après cinq trimestres de baisse – de même que ceux de carburants (portés par un mois de septembre très dynamique), mais l'inflation a continué à peser sur les achats en produits alimentaires, en nette diminution depuis le premier trimestre. Du côté des services, les forts effets de rattrapage mesurés au deuxième trimestre se sont amoindris dans les services de transport et dans l'hébergement-restauration. Le taux d'épargne des ménages a augmenté au troisième trimestre, du fait de cette stabilité de la consommation et d'un pouvoir d'achat en hausse ce trimestre.

Au quatrième trimestre 2022, la consommation des ménages se replierait nettement (-0,7 %). La consommation d'énergie (électricité et gaz) diminuerait fortement, du fait de températures clémentes en octobre-novembre et d'ajustements de comportements face aux hausses des prix ou plus largement aux incertitudes liées au contexte énergétique (► **éclairage** sur la consommation d'électricité). Les dépenses en produits alimentaires continueraient à diminuer, dans un contexte d'inflation élevée. Les transactions par carte bancaire CB signalent par ailleurs une diminution de la consommation en services d'hébergement-restauration en octobre, sans remontée nette en novembre, suggérant un tassement de ces dépenses sur l'ensemble du trimestre. La consommation de produits issus de la cokéfaction et du raffinage serait en baisse, du fait d'un fort recul des achats de fioul et malgré une stabilité de la consommation de carburants, marquée par des phénomènes de stockage puis déstockage en lien avec la période des grèves dans les raffineries (► **éclairage** sur les difficultés d'approvisionnement dans les stations-service). Dans ce contexte de consommation attendue en baisse, le taux d'épargne augmenterait par rapport au trimestre précédent, porté également par un pouvoir d'achat en hausse.

Au premier semestre 2023, la consommation des ménages serait faiblement dynamique (+0,4 % prévu au premier trimestre puis +0,2 % au deuxième). Du côté des biens, la consommation se redresserait au premier trimestre. Sous une hypothèse de températures conformes aux normales saisonnières, la consommation de gaz et d'électricité rebondirait malgré la hausse des tarifs réglementés programmée pour début 2023, sans compenser néanmoins la forte baisse prévue au quatrième trimestre 2022. En effet, des comportements de modération continueraient à tempérer la consommation d'énergie. Les achats alimentaires bénéficieraient d'un léger effet rebond en moyenne sur le semestre, après quatre trimestres de baisse. Dans les services, la consommation des ménages suivrait des évolutions tendancielles, tempérées toutefois par une stabilité des dépenses en hébergement-restauration au premier trimestre. Le taux d'épargne reculerait au premier semestre 2023, en lien avec un pouvoir d'achat en baisse. Il se maintiendrait toutefois au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire.

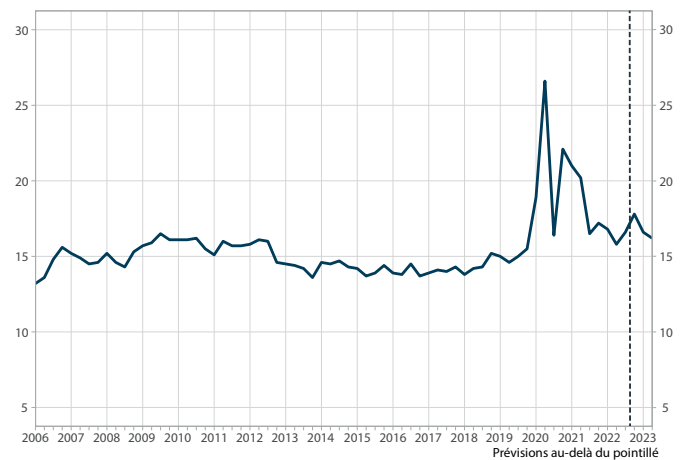
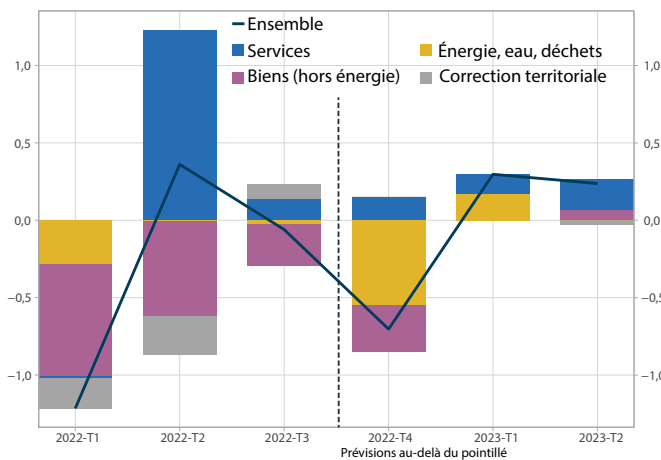
Enfin, l'investissement des ménages, qui a diminué au troisième trimestre 2022, continuerait de reculer au quatrième trimestre puis au premier semestre 2023. En effet, après une croissance assez nette en 2021, la production de logements individuels a ralenti au premier semestre 2022, fléchi au troisième trimestre et continuerait de diminuer en fin d'année. Cette baisse s'accroîtrait au premier semestre 2023, contribuant au recul de l'investissement des ménages. Les investissements en services se sont quant à eux essouffés au troisième trimestre en lien avec un marché immobilier moins dynamique, et continueraient à diminuer à l'horizon de la prévision. ●

Conjoncture française

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

variations trimestrielles en % et contributions en points, données CVS-CJO

en % du revenu disponible brut des ménages, données CVS-CJO



Lecture : au quatrième trimestre 2022, la consommation des ménages diminuerait de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait à 17,8 % de leur revenu disponible brut.
Source : Insee

► 2. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO

Produits	Part dans la consommation*	2021				2022				2023		2021	2022	2023 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits agricoles	3 %	0,2	-3,9	-1,0	2,5	-2,1	-0,6	-1,7	-1,8	0,3	0,5	-2,6	-3,4	-1,7
Produits manufacturés	40 %	2,2	-3,5	3,9	-0,3	-1,7	-1,5	-0,6	-0,7	0,2	-0,1	4,4	-2,5	-1,1
Produits agro-alimentaires	15 %	0,5	-2,5	0,5	0,3	-1,4	-2,6	-1,7	-1,6	-0,2	0,3	-0,5	-4,7	-2,7
Cokéfaction et raffinage	4 %	10,2	-2,1	10,4	0,2	-2,9	-2,2	1,1	-0,7	-0,2	-0,4	14,1	0,2	-1,0
Biens d'équipement	3 %	1,3	-3,6	-0,6	-2,6	0,1	-0,5	1,1	-1,1	0,1	0,0	6,9	-3,1	-0,2
Matériels de transport	6 %	1,2	-2,1	-1,1	-0,1	-2,0	-2,9	1,0	0,4	0,0	0,0	5,4	-4,7	0,0
Autres produits industriels	12 %	3,3	-5,9	10,2	-0,8	-2,0	0,4	-0,8	0,1	0,2	0,2	7,6	0,6	0,1
Énergie, eau, déchets	5 %	-1,4	5,1	-4,2	2,0	-5,4	-0,1	-0,4	-11,4	4,0	0,0	4,2	-7,8	-5,4
Construction	2 %	-2,6	7,9	0,2	-0,5	-3,2	-3,2	-3,2	-1,2	-0,8	-0,6	13,8	-5,9	-4,6
Commerce**	1 %	3,2	1,2	0,6	1,1	-1,2	-1,0	-1,4	0,0	-0,3	-0,3	10,5	-1,2	-1,5
Services marchands hors commerce	46 %	-1,5	5,1	11,5	1,2	0,2	2,9	0,4	0,3	0,3	0,4	5,7	10,4	1,7
Transport	4 %	7,1	6,6	39,8	7,6	3,4	6,2	0,4	-0,3	0,0	0,5	16,3	34,7	1,8
Hébergement-restauration	8 %	-21,5	44,3	59,5	-1,0	-2,4	13,0	0,1	-0,6	0,0	0,5	15,3	38,8	2,9
Information-communication	3 %	-0,4	1,6	2,2	0,8	0,2	-0,7	1,7	0,7	0,2	0,2	2,5	2,8	1,6
Services financiers	6 %	1,1	0,7	0,8	0,3	0,2	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	3,0	1,5	1,4
Services immobiliers	19 %	0,8	0,5	0,2	0,6	0,3	0,4	0,2	0,4	0,4	0,4	1,5	1,4	1,1
Services aux entreprises	2 %	0,3	4,1	7,0	1,6	1,0	0,5	0,0	0,8	0,6	0,4	11,2	7,3	1,7
Services aux ménages	4 %	-1,1	3,8	24,9	6,0	0,9	2,5	1,0	0,6	0,0	0,5	14,2	20,8	2,0
Services non marchands	5 %	2,6	0,6	1,3	2,3	-0,1	-0,6	0,4	0,9	0,4	0,4	11,8	2,3	1,5
<i>Correction territoriale</i>	-1 %	-3,9	-57,8	412,7	23,4	18,1	19,5	-6,3	0,0	0,0	2,0	16,6	123,5	2,5
<i>Importations de services touristiques</i>		-4,5	15,7	38,4	9,4	-0,5	1,8	3,9	0,0	0,0	2,0	17,7	30,9	3,9
<i>Exportations de services touristiques</i>		-4,4	1,0	69,6	13,0	4,6	7,3	0,4	0,0	0,0	2,0	17,5	51,3	3,4
Total	100 %	0,4	1,2	5,6	0,5	-1,2	0,4	-0,1	-0,7	0,4	0,2	5,2	2,2	0,0

* Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019

** Ce poste correspond aux achats en réparation d'automobiles et de motocycles. Les dépenses dans le commerce de détail hors automobiles et motocycles sont affectées aux produits correspondants.

■ Prévisions

Lecture : au quatrième trimestre 2022, la consommation des ménages en énergie, eau, déchets diminuerait de 11,4 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee

► 3. Consommation, investissement et taux d'épargne des ménages

en variations trimestrielles, en % (sauf mention contraire), données CVS-CJO

	2021				2022				2023		2021*	2022*	2023* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Consommation :													
variations trimestrielles	0,4	1,2	5,6	0,5	-1,2	0,4	-0,1	-0,7	0,4	0,2	5,2	2,2	0,0
écart au T4 2019	-5,9	-4,8	0,5	1,0	-0,2	0,1	0,1	-0,6	-0,3	-0,1	-	-	-
Taux d'épargne :													
en % du revenu disponible brut	21,0	20,2	16,5	17,2	16,8	15,8	16,6	17,8	16,6	16,2	18,7	16,8	16,3
écart en points au T4 2019	5,5	4,7	1,0	1,7	1,3	0,3	1,1	2,3	1,1	0,7	-	-	-
Investissement :													
variations trimestrielles	0,3	4,0	1,2	-0,6	0,1	0,0	-0,7	-0,5	-0,9	-1,1	17,0	0,7	-2,4
écart au T4 2019	-1,6	2,4	3,6	2,9	3,0	3,0	2,3	1,8	0,9	-0,2	-	-	-

■ Prévisions

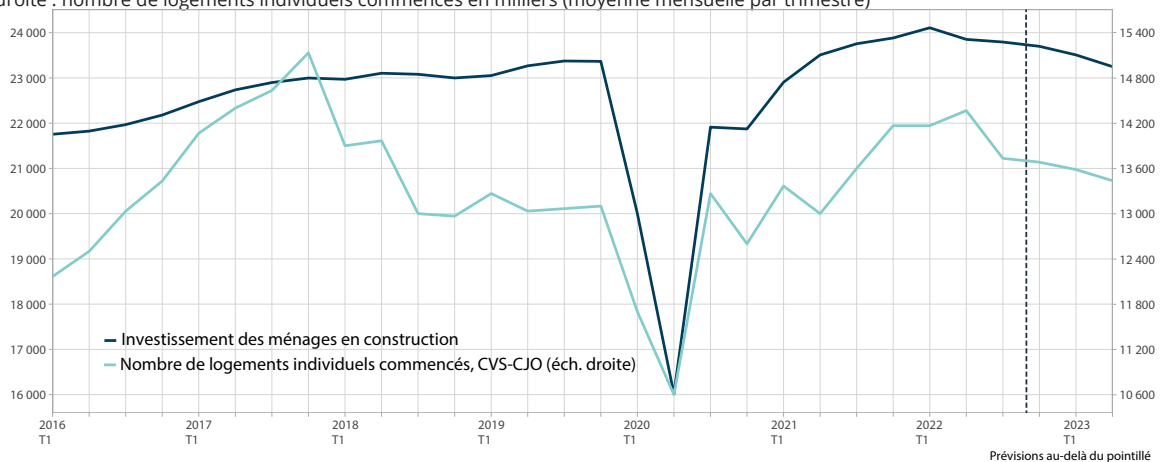
* pour les trois dernières colonnes : variations annuelles de la consommation et de l'investissement des ménages, niveau annuel moyen du taux d'épargne. Lecture : au quatrième trimestre 2022, la consommation des ménages diminuerait de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee

► 4. Investissement des ménages en construction et nombre de logements individuels commencés

échelle de gauche : investissement des ménages en Mds € (volumes chaînés aux prix de l'année précédente)

échelle de droite : nombre de logements individuels commencés en milliers (moyenne mensuelle par trimestre)



Lecture : au quatrième trimestre 2022, l'investissement des ménages en construction s'élèverait à 23 700 milliards d'euros, en volumes chaînés aux prix de l'année précédente. Le nombre moyen de logements individuels commencés par mois atteindrait 13 700 milliers au quatrième trimestre 2022.

Note : pour les logements individuels, les données sont en date réelle, c'est-à-dire à la date de la mise en chantier qui a parfois eu lieu plusieurs mois avant la transmission de l'information. Les chiffres en date réelle font l'objet de plusieurs révisions successives avant de se stabiliser progressivement.

Source : Insee, SDES